

# Oui, on peut réduire de 55% les GES d'ici 2030 pour ne pas dépasser 1.5°C

Baisse drastique de l'énergie en réalisant l'indépendance à gauche toute

jeudi 19 mai 2022, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2022).

**La prise de conscience de la catastrophe climatique se généralise tout comme le pessimisme de ne pas pouvoir la contrer... pour le plus grand bénéfice des pompiers-pyromanes.**

Sommaire

- [Le recourt aux énergies \(...\)](#)
- [L'inéluctabilité d'une réducti](#)
- [L'éléphant dans la pièce : \(...\)](#)
- [La croissance obligée de \(...\)](#)
- [La croissance, même sans \(...\)](#)
- [Il ne s'agit pas de transition](#)
- [Un Front commun de bas en \(...\)](#)

Tirant partie de l'éco-anxiété qui booste le réflexe de retour à la normale postpandémique et l'insécurité énergétique découlant de la guerre contre l'Ukraine, les ténors capitalistes proposent un réinvestissement immédiat dans les hydrocarbures dont les gaz à effet de serre (GES) seront absorbés par des technologies d'émissions négatives (captation et séquestration de GES lors de leur émission ou provenant directement de l'air ambiant).

Comme d'une part ces nouvelles infrastructures de production ne pourraient pas être théoriquement amorties sur le long terme et que d'autre part ces technologies de captage-séquestration ne sont pas matures en plus d'être risquées et très dispendieuses, s'ouvrirait pour le capital un nouveau et gargantuesque champ d'investissement... en autant qu'il soit subventionné à fond de train par l'État. On devine la contrepartie d'austérité si ce n'est austéritaire qui en découlerait.

## **Le recourt aux énergies renouvelables comme pivot est un chien qui court après sa queue**

La pandémie et la guerre ukrainienne sont des catalyseurs et justificateurs de cette stratégie capitaliste en aiguissant la contradiction entre d'un côté la demande en yo-yo d'énergie fossile, d'abord ralentie par la pandémie puis accélérée par la volonté de boycott des hydrocarbures russes immédiatement prise en compte par la spéculation, et de l'autre côté par la construction d'équipements d'énergie renouvelable. Comme l'offre d'énergie, que ce soit en hydrocarbures ou renouvelable, est sous le contrôle d'une poignée de transnationales encadrées par quelques grands États, celles-ci, au gré des événements dus en dernière analyse à la dynamique capitaliste

génératrice de zoonoses et de guerres, ont beau jeu de créer une rareté aigue de sources d'énergie de sorte à susciter une panique. Cette rareté hausse à court terme les prix pour leurs plus grands profits (et les dépenses militaires des États pétroliers). Sur le long terme, elle légitimise le prolongement bien au-delà des limites assignées par le GIEC-ONU de la transition énergétique de sorte à prendre le temps nécessaire à l'amortissement de leurs infrastructures de production d'hydrocarbures... à moins de compensation étatique.

À première vue, la solution à cette contradiction serait de peser sur l'accélérateur des énergies renouvelables quitte à soit faire les nationalisations nécessaires soit assurer le contrôle étatique suffisant. C'est là la solution du capitalisme vert social-libéral, avec sa taxe ou son marché du carbone, ou réformiste avec son interventionnisme étatique plus ou moins prononcé. Cependant, les énergies renouvelables étant diffuses et instables par rapport à celles fossiles, elles exigent un ratio équipements versus énergie produite beaucoup plus élevé (et un espace d'installation considérable) sans compter que la fabrication de ces équipements (ciment, acier, silicone) est énergivore et que l'énergie nécessaire pour ce faire sera au départ d'origine fossile à 80% en moyenne étant donné l'actuel ratio mondial fossile-renouvelables. Cette apparente solution s'avère finalement un cul-de-sac étant donné l'urgence climatique : « Le GIEC indique que pour 50 % de chances de limiter le réchauffement à 1,5 °C d'ici 2100, pas plus de 500 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> peuvent être émises au-delà de 2020, ce qui équivaut à un peu plus d'une décennie d'émissions au rythme actuel » (The Economist, The latest IPCC report argues that stabilising the climate will require fast action, 9/04/22 [1]).

Pour y arriver par la substitution des hydrocarbures par les renouvelables, y incluant l'hydroélectricité, dans le contexte de l'inévitable croissance capitaliste il faudrait dès maintenant que « [g]lobalement, les émissions du secteur énergétique [diminuent] de 2,2 à 3,3% par an jusqu'en 2050 pour rester sous 1,5°C. » (Daniel Tanuro, ESSF (article 61936) du 4/04/22, [Crise climatique - Rapport du GT3 du GIEC : de la rigueur scientifique à la fable sociale](#) [2]). Pour réaliser un tel exploit, il faudrait une baisse rapide du ratio énergie versus production et de celui GES versus énergie. Or en combinant ces deux ratios, « [e]ntre 2010 et 2018, la hausse du PIB moyen par personne a augmenté les émissions de CO<sub>2</sub> fossile de 2,3%/an, tandis que l'augmentation de la population les a augmentées de 1%/an. » Plus spécifiquement, « [l]es activités les plus intensives en émissions de gaz à effet de serre ont augmenté fortement au cours de la décennie 2010-2020 : +28,5% pour l'aviation, + 17% pour l'achat de SUV, +12% pour la consommation de viande » (Daniel Tanuro). Somme toute, non seulement la solution des énergies renouvelables autrement que comme complément est-elle un cul-de-sac mais le mode de production-consommation qui lui est associé envenime la contradiction. Ce mode, faut-il le souligner, est basé sur la production matérielle exponentielle et la consommation de masse, dont l'auto solo et la maison individuelle sont les piliers, l'étalement urbain le mode d'aménagement du territoire et la déforestation la conséquence inévitable du régime alimentaire carnée.

## **L'inéluçtabilité d'une réduction drastique de la consommation d'énergie**

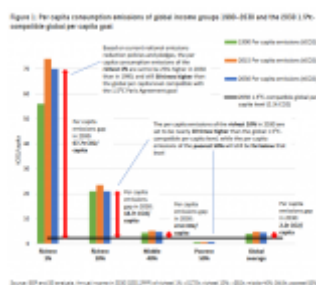
La stratégie capitaliste vert de la substitution des énergies fossile par des énergies dite renouvelables s'avère donc irréaliste. Pour la rendre réaliste, le capitalisme vert propose d'y accoler les technologies d'émissions négatives aux conséquences socio-économiques désastreuses comme on l'a vu. Mais cet ajout n'arrangerait rien car il faudrait construire les infrastructures nécessaires sur une échelle gigantesque pour faire une différence sans compter l'incertitude des résultats. Or comme pour les infrastructures produisant des énergies renouvelables, ces infrastructures exigent un Everest de matériaux énergivores réclamant mondialement des énergies fossiles à 80% au départ pour les produire tout comme pour les opérer. La croissance capitaliste enferme le monde dans un

cercle vicieux qui le mène à la catastrophe existentielle. Le Groupe de travail III au Sixième rapport d'évaluation du GIEC récemment publié en est venu pour la première fois à envisager que « la stabilisation du climat ne peut pas être réalisée sans une réduction très substantielle de la consommation finale d'énergie - une réduction à ce point importante qu'elle implique nécessairement une diminution de la production matérielle et des transports » (Daniel Tanuro) ce à quoi il faut ajouter une révolution agrobiologique avec réduction carnée.

Le but de tout plan d'action pour atteindre les objectifs du GIEC sera de prime abord réduire substantiellement la consommation mondiale d'énergie en fonction des principes de précaution, de responsabilité historique et de capacité de payer acceptés par tous les pays parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Rio en 1992. Pour le Québec, à la veille de la COP-26 de Glasgow, une brochette d'organisations clefs (le Réseau action climat Canada, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, Équiterre, Greenpeace, Nature-Québec, la Fondation David Suzuki et Oxfam-Québec) réclamait une cible interne de 65% comme moyen terme d'une cible globale de 178%. Ces cibles se justifient par le fait qu'« à l'échelle internationale, la juste part du Québec requiert également une coopération internationale, surtout avec les pays du Sud pour soutenir leurs réductions des émissions de GES » (Réseau action climat, La juste part du Québec dans la lutte pour les changements climatiques [3]).

### **L'éléphant dans la pièce : la consommation du 10% le plus riche est totalement responsable**

Le parent pauvre jusqu'à tout dernièrement de l'étude des causes de la crise climatique (et de celle concomitante de la biodiversité) à la lumière des principes de Rio avait été les inégalités non pas entre les pays mais entre les individus selon les tranches de revenu à l'intérieur des frontières nationales comme globalement. Comme les ONG EcoEquity et Stockholm Environment Institute ont mis au point un calculateur pour les pays sur la base des principes de Rio (Climate Equity Reference Calculator [4]) permettant un éventail de combinaisons, et qui a servi à calculer les cibles québécoises citées plus haut, les ONG Oxfam et Institute for European Environmental Policy ont calculé l'inégalité carbone par tranches de revenu (Carbon Inequality in 2030 [5]) d'où est tiré le très parlant graphique ci-après :



Traduction des trois paragraphes principaux du graphique :

- Per capita : par habitant
- Gap : écart
- Level : niveau

Global : mondial

### **Figure 1 : Émissions de consommation par habitant des groupes de revenu mondiaux 1990-2030 et la cible mondiale 2030 par habitant compatible avec 1,5°C**

Basé sur les politiques et promesses de réduction des émissions nationales actuelles, la consommation par habitant des émissions du **1% le plus riche** devrait être 25% plus élevée en 2030 qu'en 1990, et toujours **30 fois plus élevé** que le niveau mondial par habitant compatible avec l'objectif de l'Accord de Paris de 1,5°C

Les émissions par habitant des 10 % les plus riches en 2030 sont en voie d'être près de **10 fois plus élevées** que le niveau global par habitant compatible avec le 1.5°C, tandis que les émissions des **50 % les plus pauvres** seront encore bien en deçà de ce niveau.

---

On constate que ce sont les émissions de GES des 10% les plus riches de l'humanité qui font problème, particulièrement celles du 1% dénoncé par le mouvement Occupy. La clef de l'atteinte des cibles du GIEC réside dans la réduction drastique de leur mode de consommation au profit d'une augmentation substantielle, en termes relatifs, du 50% le plus pauvre. Le piège stratégique dans lequel on pourrait ici tomber serait de faire de l'appel moral aux individus pour réduire et modifier leur consommation le fil de plomb du plan d'action de la transition quitte à fortement les inciter et les pénaliser.

Ce serait s'en tenir à des taxes ou marché carbone et des programmes bonus-malus pour choisir les bons produits ou services alors que la structure du mode de consommation est biaisée pro-carbone (par exemple la déficience du transport en commun en banlieue et région et sa paralysie par la circulation automobile au centre-ville). L'erreur fatale de cette stratégie fait l'hypothèse que l'on peut révolutionner le mode de consommation, ce qu'il faut en effet faire, sans révolutionner le mode de production sur lequel il repose. Il s'agit bien de viser le 10%, en particulier le 1%, moins cependant comme goujats de la consommation que comme propriétaires et contrôleurs des moyens de production, comme maîtres de l'univers et de ses lois, ce qui est la source de leurs revenus pour la consommation de luxe et ostentatoire. C'est cette source qui doit être tarie en coupant court à la propriété privée des moyens de production.

### **La croissance obligée de la compétitivité capitaliste sera vaincue en se basant sur le 50% d'en bas**

Faire un appel aux individus pour dépenser écologiquement leurs fortunes donnera quelques pseudo chemins de Damas style fondations charitables fiscalement subventionnées ce qui ne changera en rien le fondement capitaliste du mode de production. C'est sa loi de la compétitivité entre capitaux privés, dont le corollaire est celle entre les États aboutissant aux guerres, qui oblige au cumulard croître ou périr. La croissance obligée de l'une, la production, mène à celle obligée de l'autre, la consommation dont celle militaire et sécuritaire de l'État. En résulte la consommation de masse des classes dite moyennes — grosso modo le 40% du graphique ci-haut — reposant sur la propriété individuelle de l'habitation (la maison) et du moyen de transport (l'auto solo). Cette accumulation consommatrice singe l'accumulation capitaliste tout en enchaînant les classes dite moyennes, par leur endettement (le crédit hypothécaire...), au capital financier qui en sus leur déroule le tapis rouge des placements pour la retraite les rendant esclaves des profits capitalistes.

La responsabilité des émanations de GES par tranches de revenu sur fond du pouvoir économicopolitique du 1% soutenu par le 10% et l'ambivalence du 40% suivant met la table pour la détermination de la stratégie des uns et des autres. La droite radicale qui refuse la lutte climatique cherche à unir par le populisme les classes moyennes du 40% contre non pas le 1% sauf rhétoriquement mais contre la partie racisée du 50% ce qui leur rallie par désespoir une partie des « de souche » de la même catégorie. Le centrisme traditionnel du 10% élitiste propose une lutte climatique dans le cadre de l'économie de marché quitte à peser plus ou moins fiscalement sur les 50% les plus nantis pour soutenir le 50% le plus pauvre selon que ce centrisme est de droite ou de gauche. La lutte climatique de la gauche, dont la base d'appui est le 50% d'en bas pour entraîner le 40% plus haut, veut mettre fin à la domination du marché à fin de révolutionner les modes de production et de consommation de sorte à réduire drastiquement la production matérielle par des réformes en profondeur de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'habitat, du transport, de l'énergie et de l'agriculture.

### **La croissance, même sans marché, ne comble pas les besoins sociaux mais mène à la guerre**

La mise entre parenthèses du marché n'est pas étrangère au capitalisme quand ses intérêts vitaux sont en cause. L'exemple typique est la production de guerre quand les grands ténors des grandes entreprises s'insèrent dans l'appareil étatique pour transformer queue par-dessus tête et en moins de deux la structure économique en économie de guerre. On remarque que des transformations moins drastiques mais jugées politiquement indispensables comme le programme étatsunien pour le premier alunissage, la modernisation de la structure socio-économique du Québec dite révolution tranquille, la reconstruction de l'Europe ravagée par la guerre ont été accomplies par une forte intervention étatique étendue sur 10-20 ans tels par exemple les plans français. Si on ne constate aucune mobilisation semblable pour la lutte climatique malgré son urgence et son enjeu de survie c'est que la transformation requise est antithétique au capital au sens qu'elle exige une décroissance monumentale de la production matérielle ce qui tue l'accumulation du capital. Le capital n'est prêt qu'à prendre la voie sans issue des émissions négatives à l'abri d'une dictature extrême-centriste inévitablement de plus en plus fascisante avec les catastrophes qui vont s'empiler.

Les soi-disant réalistes de ce monde plaideront l'utopisme de la voie de gauche car les 50% les plus nantis et davantage rejetteraient du revers de la main pareille dégringolade de leur niveau de vie. Là est le paradoxe trompeur de l'économie de marché : le PIB par habitant, en plus sans tenir compte de sa distribution, n'a rien à voir avec le niveau de vie meilleur nommé niveau de bien-être. L'être humain, au-delà de modestes besoins physiologiques, de par son évolution depuis la nuit des temps requiert de la solidarité et encore de la solidarité pour son libre développement qui enrichira cette solidarité tant envers son espèce qu'envers l'ensemble de la nature dont il est partie prenante. Non seulement le capitalisme ne comble-t-il pas les besoins de base de tous et toutes, même pas tant s'en faut dans les pays dit riches, mais au lieu de créer de solidaires rapports sociaux, il les détruit pour rendre l'individu atomisé un accumulateur de produits tangibles et de capital fictif en guise de palliatif sécuritaire et de reconnaissance sociale. Même les besoins de base, le capitalisme les comble aux dépens de la nature par des moyens isolant les individus les uns des autres (maison, auto), nuisant à leur santé (régime carné, mets usinés) et leur procurant un plaisir vide et débilitant (divertissement, alcool, drogue).

### **Il ne s'agit pas de transition mais de la rupture indépendantiste de la**

## **plateforme Solidaire**

Le problème est de passer de A à B ce qu'on qualifie tautologiquement de transition. Mais politiquement il s'agit plutôt de rupture, d'abord et fondamentalement à l'encontre du 1% à qui, par une mobilisation révolutionnaire faite de grèves et blocages, il faut arracher le pouvoir pour socialiser d'une manière ou d'une autre les secteurs stratégiques de l'économie que sont la finance, de sorte à contrôler l'épargne nationale et les flux monétaires internationaux, les réseaux de communication et de transport qui structurent les rapports sociaux, le système d'énergie qui meut et climatise la société, l'agriculture qui la nourrit, l'habitat qui l'abrite et la santé et l'éducation qui la soigne et l'instruit. Les conditions seront alors réunies pour faire chuter la production matérielle en donnant toute la place à un aménagement du territoire fait de transport et d'habitat collectifs et écoénergétiques, d'agrobiologie urbaine et de trajets courts, de paysages verts sans publicité ; à des produits durables, réparables, réutilisables et recyclables ; à une société écoféministe de prendre soin des gens et de la terre-mère assise sur les services publics et la sauvegarde des écosystèmes.

Cette perspective justice climatique - justice sociale se retrouve dans la plateforme électorale 2022 de Québec solidaire. Le parti s'y engage à cesser toute exploitation et transport des hydrocarbures, à « réduire les émissions du Québec d'au moins 55% par rapport au niveau de 1990 d'ici 2030 » et « à remettre en question les accords et conventions internationales économiques et militaires signés par le Canada ». Il s'y engage dès le premier mandat à proposer un référendum pour l'indépendance suite à une assemblée constituante tout en promouvant le français comme langue officielle et commune, Ce sont là des engagements fermes et forts à rompre avec l'axe financier-pétrolier Toronto-Calgary qui définit l'économie canadienne et avec le fédéralisme d'Ottawa qui se soumet à l'impérialisme étatsunien et bafoue la prééminence du français au Québec. C'est cette indépendance écologique à gauche toute qui est garante de cette rupture de socialisation des secteurs vitaux de la société québécoise quoique dise et quoique fasse l'aile parlementaire du parti. À la militance du parti et au peuple québécois de voir à ce que son parti ne s'enlise pas dans le crétinisme parlementaire comme malheureusement le montre un centrisme électoraliste de l'aile parlementaire qui paraît vouloir se consolider.

### **Un Front commun de bas en haut aiguisé par une campagne Solidaire pour un nouveau 1972**

Cette perspective radicale et absolument nécessaire pourrait d'autant plus être avancée par Québec solidaire lors des élections de cet automne que la conjoncture de la lutte sociale commence à envoyer des signaux de rebondissement. On note dernièrement tant aux ÉU qu'au Québec et sans doute ailleurs, aiguillonnée par l'inflation, une modeste montée de grèves. De même le récent échec du Front commun, l'habituel grand rendez-vous syndical au Québec depuis plus d'un demi-siècle, a incité certaines des plus importantes centrales à le reconstruire au moins par le haut en vue du prochain affrontement du secteur public dès après les élections. Si la visible reprise des débats au sein de la militance intersyndicale pouvait aller au-delà des habituels bla-bla, ce renouveau annoncé du Front commun pourrait se consolider par le bas et à terme prendre l'initiative aux dépens de la bureaucratie syndicale qui laissée à elle-même s'adonnera aux habituelles compromissions.

Un Front commun sous contrôle de la base a la capacité de franchir les premiers pas sur le pont pour aller du point A au point B, par exemple en luttant non seulement pour un rattrapage et une indexation des salaires mais aussi pour l'embauche d'au moins 100 000 personnes dans les secteurs public et communautaire, pour entamer un grand chantier de construction d'au moins 10 000 logements sociaux écoénergétiques par année et pour la gratuité du transport collectif y compris les investissements nécessaires pour répondre à la demande. De telles revendications, combinées à une

plateforme Solidaire, qui les contient déjà, mise de l'avant et non pas mise sous le tapis comme lors de l'élection de 2018 sont en mesure de réveiller l'esprit du soulèvement quasi insurrectionnel de 1972, avec son début de situations prérévolutionnaires, dont on célèbre trop peu le cinquantième anniversaire.

**Marc Bonhomme**, 1<sup>er</sup> mai 2022

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc.videotron.ca](http://bonmarc.videotron.ca)

---

## Notes

[1] <https://www.economist.com/science-and-technology/2022/04/09/the-latest-ipcc-report-argues-that-stabilising-the-climate-will-require-fast-action>

[2] <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61936>

[3] [https://climateactionnetwork.ca/wp-content/uploads/2021/10/21-23-FairShare-Infographic\\_Quebec\\_OCT2021.pdf](https://climateactionnetwork.ca/wp-content/uploads/2021/10/21-23-FairShare-Infographic_Quebec_OCT2021.pdf)

[4] <https://calculator.climateequityreference.org/index.php>

[5] <https://www.oxfam.ca/publication/carbon-inequality-2030/>